

**Etude de faisabilité pour
le développement d'un
mécanisme
d'observation régional
sur l'eau en
Méditerranée**

*Compte Rendu de la Phase 1
de l'Etude*

Version finale

Décembre 2006

MEDA Water



Co-financé par la Commission Européenne

Préparé par : Paul Haener

Office International de l'Eau



CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE:

«Le présent rapport a été élaboré avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de Office International de l'eau mandaté par l'Unité Technique du SEMIDE dans le cadre du contrat SEMIDE Phase II réf. ME8/AIDCO/2003/004763/069442 et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne.»

REMERCIEMENTS

L'OIEau et l'Unité Technique du SEMIDE adressent leurs remerciement aux membres du comité de pilotage de l'étude, aux consultants impliqués dans les analyses, et à tous ceux qui au travers de leurs commentaires et réponses aux enquêtes nationales et régionales, ont contribué à l'élaboration des premières recommandations de cette étude, recommandations qui ont été approuvées par le comité des Directeurs de l'Eau à Athènes (Novembre 2006).



Sommaire

Glossaire des acronymes

I. INTRODUCTION	5
II. OBJET ET ORGANISATION DE L'ETUDE.....	6
A. OBJET DE L'ETUDE	6
B. ORGANISATION DE L'ETUDE.....	7
III. RESULTATS PRELIMINAIRES DE LA PHASE 1	8
A. PROBLEMATIQUE GENERALE ET SYNTHESE DE L'ETAT DES LIEUX.....	8
B. ANALYSE DES BESOINS ET DES ATTENTES AU NIVEAU NATIONAL ET REGIONAL	14
C. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	18
1. <i>Premières conclusions</i>	18
2. <i>Premières recommandations</i>	18

Annexes

Annexe A : Termes de référence de l'étude

Annexes B :

- B1 : Rapport de l'étude au niveau international
- B2a : Rapport de l'étude pays - Espagne
- B2b : Rapport de l'étude pays - France
- B2c : Rapport de l'étude pays - Jordanie
- B2d : Rapport de l'étude pays - Tunisie



GLOSSAIRE DES ACRONYMES

Acronyme	Nom
AEE/ EEA	Agence Européenne de l'Environnement
BM/WB	Banque Mondiale
Blue Plan	Centre régional d'activité « Plan bleu » du PAM
CE	Commission Européenne
CE/CEE	Communauté Européenne (appelée autrefois CEE)
CME/WWC	Conseil Mondial de l'Eau
EC - DG Env	Direction Générale de l'Environnement de la Commission Européenne
ESCWA	Economic Commission for Western Asia
Eurostat	Office statistique des communautés européennes
EUWI	Initiative Européenne sur l'Eau
FAE/ AWF	Facilité Africaine de l'Eau
FAO	Organisation des Nations Unies sur l'eau et l'agriculture
GWP	Partenariat global sur l'eau
GWP - Med	Partenariat global sur l'eau en méditerranée
Horizon 2020	Initiative de l'EC « Horizon 2020 »
IME	Institut méditerranéen sur l'eau
INFO-RAC	Centre régional d'activité « INFO » du PAM
JMP	Joint Monitoring Programme
MAP/PAM	Programme d'action pour la méditerranée
MED-EUWI	Composante Méditerranéenne de l'Initiative Européenne sur l'Eau
MEDPOL	Programme de monitoring de la pollution en méditerranée
MEDSTAT	Programme régional de coopération de statistiques euro méditerranéenne
MEDWIP	Partenariat Méditerranéen relatif aux informations sur l'eau
MSSD/SMDD	Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable
OCDE/OECD	Organisation pour la coopération et le développement économique
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
OMS/WHO	Organisation Mondiale de la Santé
PAM	Plan d'action pour la Méditerranée
PNUE/UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SEMIDE/EMWIS	Système Euro-méditerranéen d'information sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau
WWAP	Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau



I Introduction

Le **principe d'un mécanisme global d'observation sur l'eau et l'assainissement** a été porté à maintes reprises dans les instances internationales. L'Union Européenne a présenté sa vision, lors de la dernière Commission pour le Développement Durable tenue en avril 2005 à New York. Le document final issu de cette Commission intègre les dispositions majeures proposées par l'UE pour suivre les progrès accomplis vers les objectifs fixés par la communauté internationale : **mécanisme global fondé sur des mécanismes nationaux et régionaux, amélioration de la collecte des données, comparaison des informations.**

Sur la base du mandat donné au SEMIDE par les Ministres Euro-Méditerranéens lors de la Conférence de Turin sur la gestion locale de l'eau, lors de leur dernière conférence en novembre 2005 à Rome, les Directeurs de l'eau Euro Méditerranéens ont convenu de l'« **Etude des objectifs et des conditions de faisabilité avec les pays volontaires, dans le cadre du SEMIDE, d'un mécanisme d'observation sur l'eau en Méditerranée, pour le monitoring des indicateurs de réalisation des objectifs du millénaire relatifs à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée, ainsi que de la mise en œuvre du volet « eau » de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable, basé sur des informations qui viendraient des systèmes nationaux d'information sur l'eau lorsqu'il en existe.** »

Les termes de référence de cette étude prévoient :

- Une 1^{ère} phase de diagnostic dont l'objectif est de définir les grandes orientations potentielles d'un tel mécanisme ;
- Une 2^{ème} phase devant permettre de définir des propositions détaillées pour la mise en œuvre du mécanisme.

Ce rapport présente les résultats de la 1^{ère} phase de l'étude, avec notamment :

- Une synthèse de **l'état des lieux et des besoins** exprimés dans le cadre des enquêtes menées au niveau international auprès d'un large échantillon d'initiatives et organismes régionaux¹, et au niveau national sur un échantillon de quatre pays pilotes du pourtour méditerranéen : l'Espagne, la France, la Jordanie et la Tunisie.
- **Les premières conclusions et recommandations** visant à organiser, selon une approche pragmatique, la phase 2 de l'étude de faisabilité de ce « mécanisme d'observation ».

¹ Parmi les organismes internationaux consultés : Agence Européenne pour l'Environnement, Banque Mondiale, Commission Européenne DG Env, Conseil Mondial de l'eau, Eurostat/ MEDSTAT, FAO, GWP-Med, IME, Med-EUWI, Observatoire Sahara et du Sahel, OMS/UNICEF-JMP ..., PAM-INFO-RAC, PAM-Medpol, PAM-Plan Bleu, PNUE-PAM, UNESCO WWAP,



II Objet et organisation de l'étude

Objet de l'étude

Le principe d'un mécanisme global d'observation sur l'eau et l'assainissement est régulièrement abordé par les instances internationales.

Le document final issu de la Commission pour le Développement Durable tenue en avril 2005 à New York, intègre les dispositions majeures pour suivre les progrès accomplis vers les objectifs fixés par la communauté internationale. Ce document souligne notamment que :

- « Les objectifs énoncés dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, sont complémentaires et **une approche intégrée est nécessaire** ; »
- « Il faudrait reconnaître le rôle – tel qu'il a été défini dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg – que les commissions régionales et les autres institutions et entités régionales et sous-régionales sont appelées à jouer dans la mise en œuvre d'Action 21², du Plan de mise en œuvre de Johannesburg et des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire ; »

et recommande entre autre de :

- « **Appuyer, renforcer et assurer le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation volontaires dans les domaines thématiques de l'eau, de l'assainissement** et des établissements humains **aux niveaux national et régional** et par les mécanismes existants au niveau mondial, afin de suivre les progrès réalisés en ce qui concerne le développement durable, **compte tenu des besoins spécifiques des pays** en développement, notamment en :
 - **Améliorant la collecte de données à tous les niveaux;**
 - **Renforçant la comparabilité des données aux niveaux régional et mondial;** »

Dans ce contexte, le principe de création d'un mécanisme d'observation régional méditerranéen a tout d'abord été évoqué dans le cadre du comité directeur du SEMIDE tenu le 23 juin 2005 à Athènes.

Par la suite, dans les résolutions de leur conférence à Rome en novembre 2005, les Directeurs de l'eau Euro Méditerranéens ont convenu de l'« Etude des objectifs et des conditions de faisabilité avec les pays volontaires, dans le cadre du SEMIDE, d'un mécanisme d'observation sur l'eau en Méditerranée, pour le **monitoring des indicateurs de réalisation des objectifs du millénaire relatifs à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée**, ainsi que de la mise en œuvre du volet « eau » de la **Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable**, basé sur des informations qui viendraient des systèmes nationaux d'information sur l'eau lorsqu'il en existe.



Organisation de l'étude

L'étude de faisabilité de ce mécanisme d'observation, dont les termes de référence sont joints en annexe A, a été prévue en 2 phases.

La **1ère phase** fait l'objet de ce rapport. Elle s'est déroulée de juillet à novembre 2006 et vise à **élaborer une première vision ainsi que les orientations principales** qui pourraient être données à ce mécanisme d'observation, en s'appuyant en particulier sur :

- Une étude des attentes des organismes régionaux et des partenaires nationaux concernés ;
- Un diagnostic des systèmes de collecte et de production d'information existant tant au niveau régional que national sur les 4 pays pilotes retenus pour cette 1^{ère} phase : France, Jordanie, Espagne, Tunisie.

La **deuxième phase** prévue pour 2007, doit permettre de **définir des propositions détaillées**, en étudiant les possibilités d'organiser un partenariat régional et en développant les études nationales complémentaires sur de nouveaux pays volontaires.

Organisation suivie au cours de la phase 1

Comme prévu dans les termes de référence, plusieurs consultants ont contribué à la réalisation de la phase 1: un pour la coordination de l'étude, l'élaboration de la vision générale et la rédaction de ce rapport, un pour l'étude régionale et un pour chacune des 4 études nationales.

Organisation de l'étude de niveau régional

Au niveau régional, une enquête a été lancée auprès de divers organismes internationaux intervenant sur la zone, avec pour objectif :

- D'analyser le fonctionnement et les difficultés rencontrées par les gestionnaires de principaux processus de collecte intervenant dans la région ;
- De faire ressortir les synergies possibles entre les acteurs ;
- D'identifier leurs attentes vis-à-vis d'un potentiel mécanisme régional d'observation sur l'eau en Méditerranée.

Le rapport présenté en annexe B1 résume les résultats obtenus auprès d'un large échantillon d'acteurs intervenant au niveau régional dans des contextes politiques divers, parmi lesquels : JMP, Med Euwi, UNEP, MAP, DG-Env de l'UE, AEE, Eurostat/Medstat, Plan Bleu, Unesco, Conseil Mondial de l'Eau, GWP, IME, Banque Mondiale...

Organisation des « étude pays »

Au niveau national, l'analyse du contexte et des attentes a été initiée de façon similaire par 4 consultants sur les 4 pays pilotes, au travers d'enquêtes visant à :

1. Disposer d'une vision synthétique de l'organisation de la gestion des données sur l'eau au niveau national, et de l'état d'avancement de la mise en œuvre d'un éventuel SNIE ;
2. Collecter les avis et attentes d'un échantillon d'usagers potentiels vis-à-vis d'un futur mécanisme d'observation régional sur l'eau en Méditerranée
3. Analyser les processus de production et diffusion d'information mis en œuvre pour répondre aux besoins nationaux et internationaux.

Les rapports présentés en annexe B2 résument les résultats obtenus sur ces 4 pays.



III Résultats préliminaires de la phase 1

L'analyse des résultats des enquêtes menées au niveau régional et au niveau des 4 pays pilotes (voir rapport en annexe B), couplée à une analyse bibliographique, permet de faire ressortir les éléments synthétiques suivants.

Problématique générale et synthèse de l'état des lieux

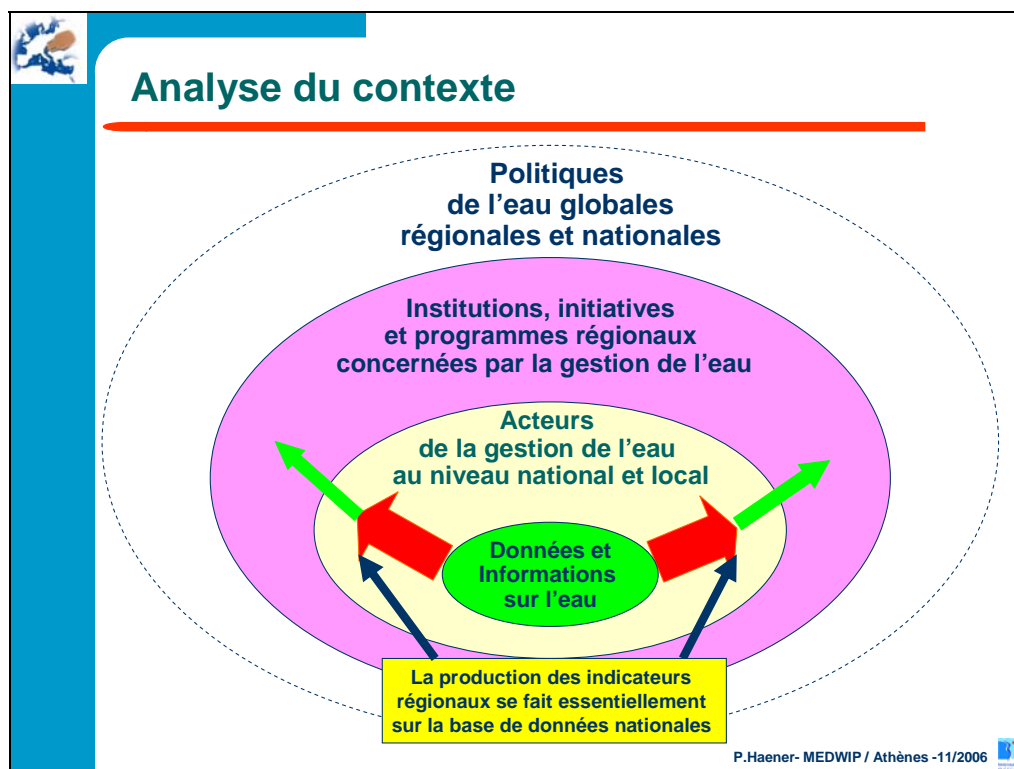


Figure 1 : Contexte général

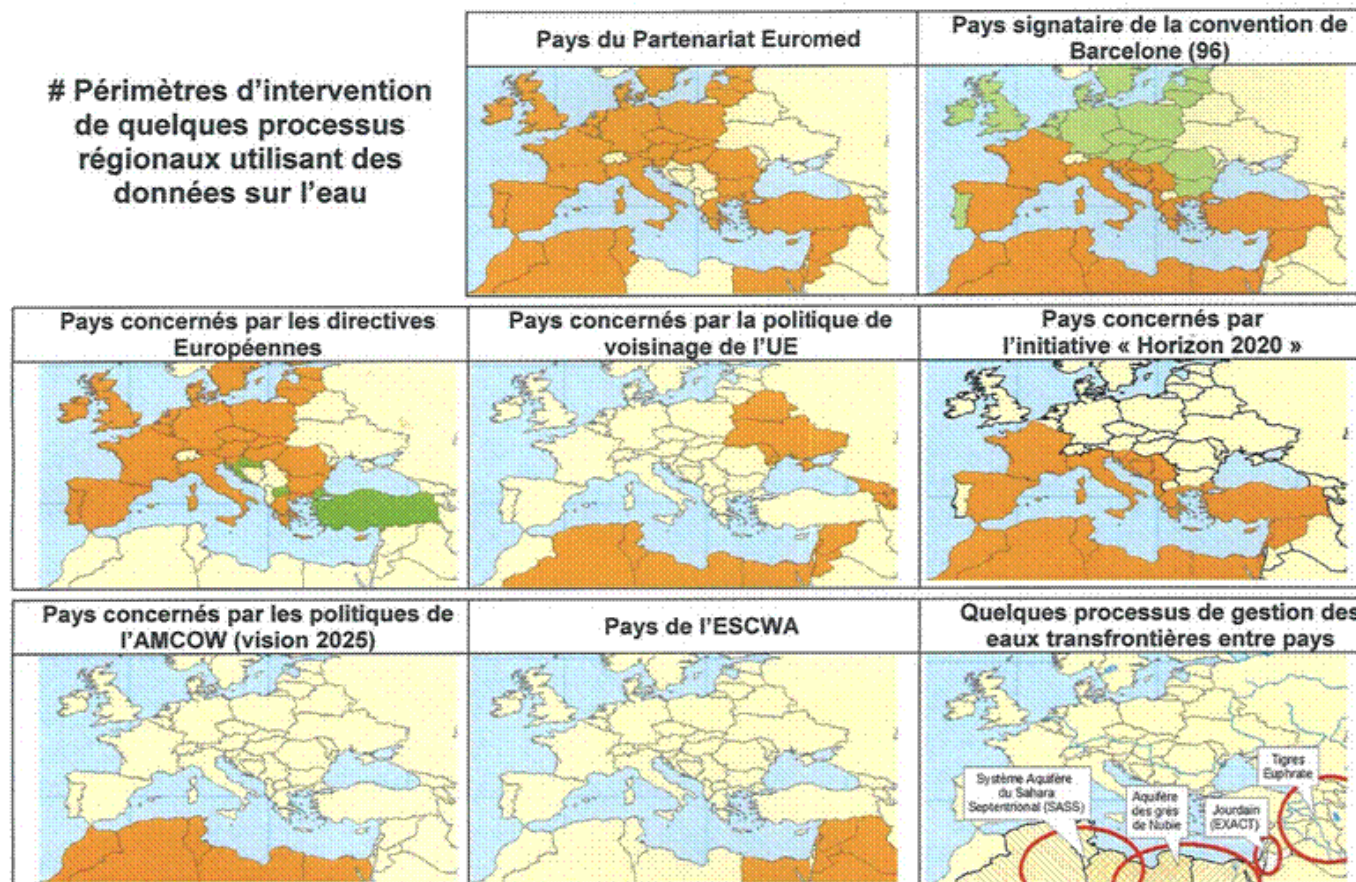
De multiples processus politiques concernés

La connaissance de l'état des milieux aquatiques et de leurs usages est **essentielle** pour la définition, la mise en oeuvre, le contrôle et l'évaluation des politiques de l'eau.

Or, l'une des caractéristiques de la région méditerranéenne est de se trouver au cœur et à la croisée de multiples processus politiques nationaux et régionaux comprenant un important volet sur l'eau².

² A noter que la région méditerranéenne ne dispose pas à ce jour d'un cadre unique de coordination des politiques de l'eau contrairement par exemple à l'Europe qui peut s'appuyer sur la Directive Cadre sur l'eau, ou à l'Afrique qui dispose d'une vision à 2025 qui sert de cadre pour les diverses actions dans le domaine de l'eau

Périmètres d'intervention
de quelques processus
régionaux utilisant des
données sur l'eau



La gestion des ressources en eau de la région apparaît en effet dans :

-
-
- **Les politiques globales** définies dans le cadre des Nations Unies qui incluent un volet eau et dont le suivi est assuré par le biais de nombreux indicateurs établis au niveau mondial avec des approches régionales :
 - ◆ **Objectifs du Millénaire pour le Développement** (2000) ;
 - ◆ **Plan de mise en œuvre adopté lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable** (Johannesburg -2002)
 - ◆ **Stratégie Méditerranéenne pour le développement durable** (2005)
 - ◆ ...
- **Diverses politiques régionales**, couvrant tout ou partie de pays méditerranéens³, telles que:
 - ◆ **La politique de l'eau de la Communauté Européenne**, avec la directive cadre sur l'eau qui concerne tous les pays de la UE ;
 - ◆ **Les politiques de coopération de la CE avec les pays méditerranéens** : politique Européenne de Voisinage, Initiative « Horizon 2020 » pour la dépollution de la mer méditerranée, ...
 - ◆ **La convention de Barcelone de 1992** pour la protection de la mer et des régions côtières de la méditerranée, ratifiée par 21 pays méditerranéens et la CEE ;
 - ◆ **Le partenariat Euro Méditerranéen** institué par la déclaration de Barcelone de 1995⁴ signée par la CE et une bonne part des pays méditerranéens
 - ◆ **La politique africaine de l'eau coordonnée par l'AMCOW** qui concerne entre autre les pays d'Afrique du nord ;
 - ◆
- **Les politiques nationales de l'eau des pays du pourtour méditerranéen ;**

De multiples acteurs au niveau régional et national

Pour mettre en œuvre ces politiques, **de nombreux acteurs interviennent au niveau national et régional, au travers d'une multitude d'initiatives, programmes et/ou projets**, dont certains reposent sur des programmes d'activités très complets.

Sur la zone méditerranéenne, les organismes régionaux interviennent généralement en ordre dispersé, en suivant leurs propres objectifs et logiques d'interventions. Ceci conduit à des redondances dans la collecte des données.

³ Comme le montrent les cartes présentées page précédente, ces processus régionaux sont souvent associés à des périmètres d'intervention différents.

⁴ Signé à l'origine par les 15 États membres de l'UE et 12 pays tiers méditerranéens, ce partenariat est passé à présent à 35 pays à la suite de l'élargissement de l'Union et comprend l'environnement comme l'une des priorités de la coopération économique.



Ainsi, **de nombreux processus de monitoring et systèmes d'information** couvrant le niveau régional existent déjà. Quelques uns des plus importants sont listés dans le tableau page suivante⁵.

Liste des quelques systèmes d'information utilisé au niveau régional pour la gestion des ressource en eau

Acronyme	Nom du système d'information
SEMIDE/ EMWIS	Système Euro Méditerranéen d'Information sur le savoir faire dans le domaine de l'eau
WISE	Système Européen d'information sur l'Eau (EC)
Eurowaternet	Réseau européen de surveillance des eaux (EEA)
EIONET	Réseau européen d'information et d'observation sur l'environnement (EEA)
InfoMAP	Portail Web en cours de développement par le RAC/INFO MAP
IBNET Database	Base de données internationale du Benchmarking des services d'eau et d'assainissement (World bank / IBNET)
MEDSTAT Database	Base de données du Programme euro-méditerranéen de coopération statistique (MEDSTAT)
JMP Database	Base de données du JMP pour l'évaluation des service d'eau potables et d'assainissement (JMP)
Aquastat	Système d'information global de la FAO sur l'eau et l'agriculture
Millenium Indicator Database	Base de données développé par le service des statistiques des nations unies pour mesurer les progrès accomplis pour l'atteinte des objectifs du millénaire (UNSTATS)
GGIS	Système d'information global des eaux souterraines (UNESCO/WHO)
GIEWS	Système d'alerte et d'information global (FAO)
GEO-GRID	Portail Geo data GRID (UNEP)
GEMS WATER	Système de monitoring global de l'environnement et de l'eau (UNEP)
MED-HYCOS	Système d'observation du cycle hydrologique en méditerranée (WMO)
WWAP portal	Portail Web du Programme mondial d'évaluation des ressources en eau (UNESCO)
.....	

Par ailleurs, les organismes régionaux étant régulièrement confrontés à des problèmes de dispersion et d'hétérogénéité des information reçues, de multiples partenariats bilatéraux/multilatéraux entre organismes régionaux se sont constitués et divers groupes de réflexions travaillent d'ores et déjà sur l'homogénéisation des processus de collecte et l'harmonisation des données (UN-WATER, AEE/JRC/DGenv sur Wise, AEE/UNEP/MAP,).

Importance des données nationales

⁵ Un premier inventaire des processus de monitoring est notamment disponible sur le site du Monitoring Water Alliance www.watermonitoringalliance.net



Les données et informations sur l'eau produites au niveau national et local se trouvent au cœur et souvent à la base des actions des divers acteurs : qu'il s'agisse des actions réglementaires, de planification, de gestion des risques ou d'information du public, les administrateurs des ressources en eau ont besoin de disposer de manière pérenne d'informations fiables, actualisées et pertinentes.

A ce sujet, il est important de souligner que la plupart des indicateurs utilisés au niveau régional et/ou global, sont élaborés sur la base de données produites au niveau national et/ou local (cf. fig. 1), **d'où l'importance d'un bon fonctionnement du niveau national et des échanges avec le niveau régional.**

A propos des échanges et de l'accès aux données et informations

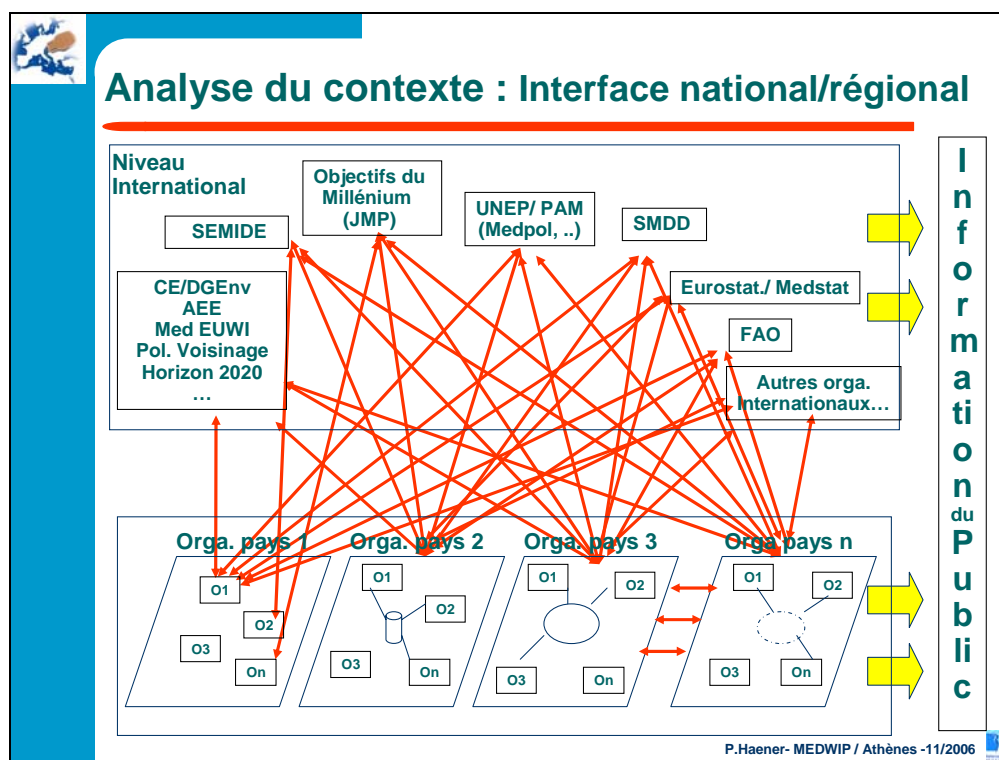


Figure 2 : interface entre les processus régionaux et nationaux

Le schéma ci-dessus présente une vision schématique des principales problématiques rencontrées dans le partage des données et informations nécessaires au suivi des initiatives politiques sur l'eau et l'assainissement.

Le premier constat porte sur le fait que **les échanges entre les organismes régionaux et nationaux se font le plus souvent de manières bilatérales**. Il en résulte que :

- D'une part, **chaque pays s'efforce de fournir une information cohérente en réponse aux multiples demandes des organismes régionaux** ;
- D'autre part, **chaque organisme régional essaye à son niveau d'homogénéiser ses procédures d'échanges avec les pays afin de recevoir des pays des données les plus comparables possible**, d'où des interventions en ordre dispersé au niveau des pays, et des duplications d'activités entre les divers processus régionaux.



Deuxièmement, les enquêtes révèlent que **chaque organisme international s'appuie le plus souvent sur son propre réseau de points focaux nationaux** et que ces points focaux ne sont pas toujours les producteurs de l'information diffusée. Or, la plupart des pays n'ayant pas développé leurs procédures internes d'accès, d'échange et de valorisation des données et informations (système national d'information inexistant ou non opérationnel), il s'avère que **le point focal national est lui-même souvent confronté à des difficultés d'accès à l'information nationale** demandée par le niveau régional. Le tableau suivant présente la diversité des Points Focaux Nationaux pour quelques initiatives, ces points focaux devant souvent faire appel à d'autres institutions pour accéder aux informations pertinentes.

Tableau soulignant la diversité des points focaux et sources d'information

Initiatives	Points focaux ou principaux contacts nationaux sources (ou relais) d'information	Parmi les thèmes couverts par l'initiative (liste non exhaustive)
MEDSTAT-ENV	Instituts Nationaux de Statistique	Ressources en eau douce, utilisation et prélèvement, qualité et traitement de l'eau, indicateurs environnementaux de développement durable
<u>MedPOL</u>	Laboratoires nationaux spécialisés sous tutelles de divers Ministères : l'environnement (Parties Contractantes du PAM), Santé, etc.	Pollution des zones côtières, y compris indicateurs sur la pollution due aux rivières, aux eaux résiduaires urbaines et industrielles.
SMDD - Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable	Ministères de l'environnement (Parties Contractantes du PAM)	Ressources en eau douce, utilisation et prélèvement, accès à l'eau et à l'assainissement, indice d'exploitation des ressources renouvelables
SEMIDE	Ministères en charge de l'eau	Information générale sur le secteur de l'eau dans chaque pays et dans le cadre de la coopération régionale. Systèmes nationaux d'information sur l'eau
<u>JMP - Joint Monitoring Program</u>	Ministères de la santé avec le support des agences nationales de l'OMS et de l'UNICEF (enquêtes conduites par des organismes spécialisés)	Population ayant accès à l'eau et à l'assainissement. Répartition entre population urbaine et rurale Taux de raccordement des ménages
WISE –Système d'information sur l'Eau pour l'Europe-	Direction de l'eau ou services en charge de l'application de la directive cadre dans les états membres de l'UE	Indicateurs de base (Core set of Indicators) : Qualité, utilisation de l'eau douce – traitement des eaux usées urbaines
<u>IBNET</u>	Opérateurs de services, régulateurs, universités, consultants	Indicateurs de performance sur les services d'eau et d'assainissement.
.....		

Enfin, les divers acteurs du niveau régional et du niveau national assurant la diffusion d'informations de manière indépendante et sans coordination, les usagers sont confrontés à une multiplicité de sources d'informations spécifiques à un thème et/ou à une sous région,



sans avoir à leur disposition un point d'accès unique ou un outil leur permettant d'identifier et d'accéder facilement à telle ou telle information.

Analyse des besoins et des attentes au niveau national et régional

Au niveau national

Sachant que la plupart des informations de niveau régional sont élaborées à partir de données nationales, l'un des principaux challenges de l'étude est de proposer des orientations qui assurent une participation effective et durable des pays au mécanisme.

Or, la participation des pays à ce mécanisme d'observation sur l'eau en Méditerranée ne sera effective et durable que si les pays en tirent un réel bénéfice.

La prise en considération des besoins nationaux constitue donc un des points clé pour la résolution du problème posé. Dans cette optique, des enquêtes ont été menées dans le cadre de cette étude au niveau de chacun des 4 pays pilotes retenus⁶. Les résultats préliminaires obtenus peuvent être résumés comme suit :

1. Les réponses reçues soulignent **l'intérêt général des organismes consultés pour un mécanisme de type « observatoire sur l'eau en méditerranée »** ou équivalent (voir encart ci-dessous) ;

Extraits de rapports nationaux relatifs à l'intérêt des pays pour un mécanisme régional d'observation (voir annexe B1)

Extrait du rapport « Tunisie »

« Pratiquement toutes les institutions contactées ont souligné : **1/ L'utilité d'un mécanisme d'observation de l'eau en méditerranée** qui servirait à faciliter la circulation de l'information sur l'eau dans la région méditerranéenne et à promouvoir l'échange d'expériences entre les pays riverains de la méditerranée ainsi que le financement de projets de développement de ressources en eau et leur protection contre la pollution afin d'assurer un bien être satisfaisant de la population. »

Extrait du rapport « Espagne »

"According to the surveys received so far, most of the people interviewed consider that an Observation Mechanism for the Mediterranean is very important and could help Spain, and the rest of the Mediterranean countries, to organise and homogenise their information systems. It also provides an umbrella for a wider perspective of inland water issues and a forum where stakeholders could participate and share their particular views."

Extrait du rapport « France »

Les personnes contactées s'accordent à dire que le mécanisme d'observation serait utile aux organismes internationaux. Les organismes Méditerranéens et Européens sont en priorité concernés : les Directions Générales Environnement et Eurostat de la Commission Européenne, l'Agence Européenne pour l'Environnement, le PNUE (pour le suivi du Plan d'Action pour la Méditerranée), la Commission méditerranéenne du développement durable ...

Extrait du rapport « Jordanie »

All interviewed stakeholders agreed on the importance of the Water Observation Mechanism (WOM) for the following target groups: international organizations, stakeholders in water resource management at the national level, cooperation organizations intervening in water resource management, civil society organizations.

⁶ Nota : ces enquêtes seront poursuivies auprès de nouveaux pays volontaires au cours de la 2eme phase (2007).



2. **Les attentes** exprimées portent avant tout **sur le développement des SNIE, avec des demandes d'échange d'expérience sur :**

- **L'organisation de la coopération interinstitutionnelle pour assurer un échange effectif de données**

Exemples:

- *Espagne:* "our biggest problem is the big number of organisations and institutions with competence over water management and thus, in its information systems. This situation causes organisation problems and makes it difficult to know who should provide which information and how it should be displayed. Added to this, each institution chooses the topics of its interest, but there is no consensus on which are the most important." (SP)

- *Jordanie:* "Most stakeholders agreed that the mechanism would support the organization and development of national water information systems in the interested countries." (JO)

- **L'organisation du monitoring des ressources en eau, des usages, des services et des politiques de gestion**

Exemple: According to the surveys received so far, most of the people interviewed consider that an Observation Mechanism for the Mediterranean is very important and could help Spain, and the rest of the Mediterranean countries, to organise and homogenise their information systems.

- **Le développement d'un langage commun** de données pour assurer l'homogénéité sémantique lors des échanges (e.g. dictionnaires de données, listes communes de codification, format pivot standard)

Exemple (FR) : Pour la majorité des organismes interrogés, le mécanisme doit également être un relais entre les processus de collecte au niveau international et les sources nationales et locales afin de faciliter la collecte et la production d'informations comparables au niveau régional. Ceci particulièrement pour :

- Appui à la définition de référentiels communs entre organismes internationaux et les pays
- Appui à la production d'informations manquantes au niveau régional

- **L'organisation de la diffusion et de l'accès aux données** mises à disposition par les producteurs

Exemples (Tunisie) : L'importance de confier au futur mécanisme des missions potentielles portant sur :

- ... Les modalités de la collecte et de la production de l'information ainsi que sa diffusion au niveau régional.

- **La valorisation des données**

Exemple (JO): "There is a need for development of a **set of indicators** that cover the important elements in the water sector (such as sanitation, delivery of water, networking, etc.) to be linked with **MDG7 and poverty alleviation**"

3. **D'autres attentes plus spécifiques concernent aussi par ailleurs :**

- **L'appui à la production d'information manquante (identification/ financement/ homogénéisation des procédures) ...**
- **La promotion de méthodologies communes d'analyses** au niveau régional (en particulier méthode d'évaluation ressources usages, impact socio-économique, comptabilité de l'eau...);
- **Le renforcement de la coopération internationale entre pays méditerranéens.**



Au niveau régional

Au niveau régional, les enquêtes montrent un large intérêt des organismes et des experts consultés :

Extrait du rapport du diagnostic au niveau régional/ international (voir annexe B1)

*"This pre-feasibility study identified and **investigated a large number of processes and institutions** involved with collecting and monitoring water-related data and information at the regional Mediterranean level." "While a lot of work is already been done, **the difficulties identified by the experts in their work shows that there still is considerable room for improvement regarding water-related information and data provision.**"*

*".... the **large majority of experts welcomes the plan to set up a Mediterranean water observation mechanism** that could fill a number of relay / interface functions."*

Les problèmes majeurs soulevés par les organismes internationaux et régionaux en relation avec leurs activités d'administration des données peuvent se résumer comme suit :

- **Des difficultés d'identification et d'accessibilité aux données, dues :**
 - ◆ A un grand nombre de processus de collecte fragmentés et non coordonnés, y compris en terme de validation
 - ◆ Au manque de catalogues de sources d'informations
 - ◆ A l'absence générale de metadonnées sur les données nationales mises à disposition
 - ◆ A la dispersion et au peu d'accessibilité des données existantes au niveau des divers acteurs nationaux et/ou locaux (ex : données rarement mises à disposition sur Internet)
- **Des difficultés de collecte** même dans le cadre de processus établis (Plan Bleu, Medstat, Aquastat, IME, ...) en particulier pour les raisons suivantes :
 - ◆ Le point focal national n'est pas toujours le producteur des données et est rarement rattaché à un système fluide d'échanges avec les autres producteurs nationaux (absence de SNIE) d'où :
 - Des délais importants pour obtenir une actualisation des données ;
 - Des mises à jour irrégulières des données
 - Une qualité des informations non contrôlée et non contrôlable faute d'indications sur les modes de production ;
 - ◆ Des difficultés d'obtention de données auprès de certains pays Européen « surbookés » par leurs obligations de production de données pour les directives européennes
 - ◆
- **Des problèmes majeurs d'hétérogénéité, de complétude et de qualité des données** reçues (JMP, Aquastat, Medstat, IME, OSS, ..), avec notamment:
 - ◆ Des problèmes liés à l'absence de procédures claires de production et de langage technique commun d'échange entraînant :
 - Des hétérogénéités entre pays faute de définitions communes ou de définitions consistantes des variables et indicateurs ;
 - Des informations non comparables faute d'harmonisation des processus de production ou mode de calcul (hétérogénéités sur les



- modes de calcul entre divers organismes d'un même pays, et/ ou entre divers organismes internationaux) ;
 - ♦ Des problèmes liés à l'absence de métadonnées :
 - Pas d'information sur les modes de production (qui, quand, où, comment, sur quoi ...) d'où difficulté d'identification des données adéquates
 - Contrôle qualité délicat faute de connaissance des procédures de production
 - ♦ Une forte discontinuité du monitoring dans le temps ou géographiquement
 - ♦ Des données fournies incomplètes ou non adaptées
- **Des manques de données adaptées aux besoins** notamment sur les divers thèmes majeurs, tel que :
- ♦ Sur les ressources en eau
 - Description des aquifères
 - Qualité des eaux souterraines
 - Disponibilité des ressources en eau souterraines ;
 - ♦ Sur les usages
 - Demande en eau pour les divers usages, en particulier agricoles
 - « Self supply »
 - ♦ Sur les aspects socio économiques
 - Investissements en cours
 - Investissements nécessaires pour atteindre les OMD
 - Impact du manque d'eau et des sécheresses
 - Socio économie des usages
 - ♦ Sur les services d'eau potable et d'assainissement
 - Taux d'alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural
 - Résultats du « benchmarking » des services urbains
- **Des besoins de données clés permettant des regroupements** ou études multicritères spécifiques:
- ♦ Par bassin (ou sous national) pour tous thèmes
 - ♦ En fonction du genre
 - ♦ Par écorégion (par exemple pour les eaux marines)
- **Des besoins de coordination des productions de données pour le niveau régional** : La prolifération des processus de collecte de niveau régional entraîne une faible disponibilité des pays à fournir l'information
- **Des problèmes de financement durable du monitoring** :
- ♦ De nombreux systèmes de monitoring de l'état de la ressource sont interrompus faute de financement durable
 - ♦ De nombreuses enquêtes ne sont jamais réalisées faute de financement
- **Une structuration des systèmes d'information (nationaux et internationaux) généralement non adaptée aux échanges.**



Conclusions et recommandations

III.1.a Premières conclusions

Cette première phase de l'étude de faisabilité fait avant tout ressortir qu'**il existe une forte demande générale pour un mécanisme de type « mécanisme régional d'observation sur l'eau »** (ou équivalent).

Cette demande est exprimée de manière unanime par les organismes internationaux et par la plupart des organismes nationaux.

Lorsque l'on interroge ces divers acteurs sur les missions à confier à un tel mécanisme, les réponses révèlent que chacun dispose de sa propre vision en fonction de ses attentes, et de multiples recommandations et propositions (par exemple sur le nom à donner au mécanisme) ont été présentées dans les résultats d'enquête.

En contre partie, même si les avis varient sur le périmètre des missions à attribuer au mécanisme, **tous s'accordent pour dire: « attention à ne pas faire doublon avec les institutions existantes ou les systèmes d'information existants ».**

Ainsi, après analyse des réponses aux enquêtes, **2 axes prioritaires** semblent pouvoir faire l'unanimité :

1. **La nécessité de consolider les capacités des pays méditerranéens** afin de mieux répondre aux besoins en information du niveau régional, tout en laissant l'autonomie de chaque pays pour l'organisation de son système national d'information sur l'eau (SNIE).

Au delà d'appuis éventuels pour le développement de leur « SNIE » (ou équivalent), le mécanisme présentera **un intérêt réel pour les pays** s'il peut avant tout **contribuer à renforcer les processus de production de données** qui répondent à la fois aux attentes régionales et nationales, d'une part en rationalisant et en créant des synergies dans les demandes d'informations des organismes internationaux, et d'autre part **en étudiant avec les pays les possibilités de financement durable de ces processus.**

2. **Le besoin de structurer un cadre de coopération et de concertation entre les organismes régionaux et nationaux** afin de pourvoir répondre au mieux aux attentes des utilisateurs d'informations nécessaires à une gestion efficace des ressources en eau en méditerranée, avec d'une part la rationalisation et la coordination de la production des données comparables et d'autre part l'organisation de la production et de l'accès à des informations fiables, comparables et de qualité.

III.1.b Premières recommandations

Compte tenu des conclusions de la première phase de l'étude, notamment sur l'intérêt général suscité par le mécanisme, la poursuite de l'étude doit permettre :



- De préciser les synergies qui pourraient être développées entre les divers acteurs internationaux, nationaux et/ou locaux ;
- D'étudier les possibilités de renforcement et de concertation des réseaux et organismes existants tout en évitant toute redondance avec des actions en cours ou prévues ;
- D'analyser les plus values potentielles et concrètes que pourrait apporter le mécanisme pour les divers acteurs.

Dans cette optique, deux (2) recommandations principales sont présentées à ce stade de l'étude.

Recommandation n°1 : Organiser un « Partenariat Méditerranéen relatif aux Informations sur l'Eau » (PMIE/MEDWIP)

L'organisation d'un « **Partenariat Méditerranéen relatif aux Informations sur l'Eau⁷ - (PMIE/ MEDWIP)** » vise à palier à l'absence d'un cadre régional de collaboration et de participation au sein duquel les divers acteurs régionaux, nationaux et/ou locaux pourraient coordonner leurs actions relatives à l'administration des données et informations sur l'eau.

Ce partenariat serait ouvert à l'ensemble des organismes producteurs, administrateurs et/ou utilisateurs de données et informations sur l'eau et le développement durable en méditerranée, et pourrait être placé sous le parrainage du forum méditerranéen des directeurs de l'eau, auprès de qui un compte rendu annuel des activités serait présenté.

Dans un premier temps, les objectifs prioritaires de ce partenariat pourraient être les suivants :

- **Renforcer les processus de collecte** de « données et informations de qualité » et répondant aux besoins nationaux et régionaux ;
- **Favoriser l'identification, l'accès et la valorisation des données** mises à disposition par les partenaires nationaux et régionaux ;
- **Appuyer les pays dans le développement de leurs systèmes d'informations** en fonction de leurs demandes ;
- **Faciliter l'échange entre organismes nationaux et régionaux** de données comparables et de qualité, notamment à travers la promotion d'un langage technique commun et de procédures communes ;
- **Favoriser les échanges d'expériences entre pays méditerranéens** et avec organismes régionaux ;
- **Renforcer les synergies et la collaboration entre organismes et groupes de réflexion** (think-tank) régionaux concernant l'administration et la valorisation des données.

En fonction des besoins et des priorités, **tous les thèmes liés à l'eau, à l'assainissement, ainsi qu'aux usages et aspects socio économiques** nécessaire au suivi des actions de développement durable pourraient y être pris progressivement

⁷ Nom retenu par les directeurs de l'Eau Euro-Med lors de leur conférence des 6 et 7 novembre 2006 à Athènes.



en considération (thèmes prioritaires à identifier en phase 2 de l'étude).

Ce partenariat pourrait être établi en s'appuyant d'une charte qui spécifierait notamment les principes de base de son organisation et de son fonctionnement, tels que :

- **Le principe de participation volontaire des membres :**
 - ◆ Pas d'obligation de participation, liberté de sortir du partenariat à tout moment,
 - ◆ Chacun définit les données et/ou les moyens humains ou matériels (système d'information) qu'il souhaite valoriser dans le cadre de ce partenariat
- **Le principe d'ouverture à tous les organismes producteurs, administrateurs et/ou utilisateurs de données et informations sur l'eau en méditerranée**
- **Les principaux avantages des membres, tels que :**
 - ◆ Possibilité d'animer ou participer aux travaux des groupes de travail avec accès privilégié aux résultats des divers groupes (dossier partagés ...)
 - ◆ Valorisation des données ou indicateurs produits
 - ◆ Accès privilégié aux outils et méthodes mis à disposition pour la valorisation de ses propres activités (catalogues, référentiels, outils de promotion des actions par syndication des informations sur les événements, les agendas, les références documentaires...)
 - ◆ Participation aux ateliers d'échange d'expérience, et accès privilégié aux capacités de formation/ information et d'information régulière des avancées des travaux (flash d'info, ...)
 - ◆
- **Le principe de recherche de qualité**
 - ◆ Les producteurs contribuent à la recherche de qualité par la production des métadonnées et informations sur la complétude des données mises à disposition
 - ◆ Le partenaire bénéficiera de possibilités de « Peer review » interne par les membres afin de pouvoir améliorer la qualité de ses données ;
-

Après mise en place du cadre organisationnel et technique nécessaire à son fonctionnement, l'un des projets prioritaires de ce partenariat pourrait être d'initier la collaboration entre les partenaires nationaux et régionaux au travers l'élaboration d'un « **Programme concerté de production et de valorisation des données et information sur l'eau pour la région méditerranéenne** ».

Etabli en concertation entre organismes régionaux et nationaux, ce programme constituerait un instrument de coordination des travaux permettant d'une part de présenter un état des lieux de l'existant (qui produit quoi ...) et des besoins en données et informations nationaux/ régionaux, et d'autre part d'identifier les actions à mener et les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins communs de production et de valorisation des données du niveau régional et des niveaux nationaux (élaboration de fiches de projets).

Fruit d'un travail collectif, il pourrait s'appuyer sur des « **programmes nationaux et thématiques de production et de valorisation des données et information sur l'eau** ».

In fine, le partenariat devrait faciliter les échanges au niveau régional entre organismes régionaux et systèmes nationaux d'information, tout en laissant la liberté à chaque pays et



chaque organisme international de développer ses propres procédures et langage d'échange mais en facilitant les convergences entre niveau national et régional.

Ainsi, à moyen terme le réseau pourrait fonctionner selon le schéma organisationnel suivant :

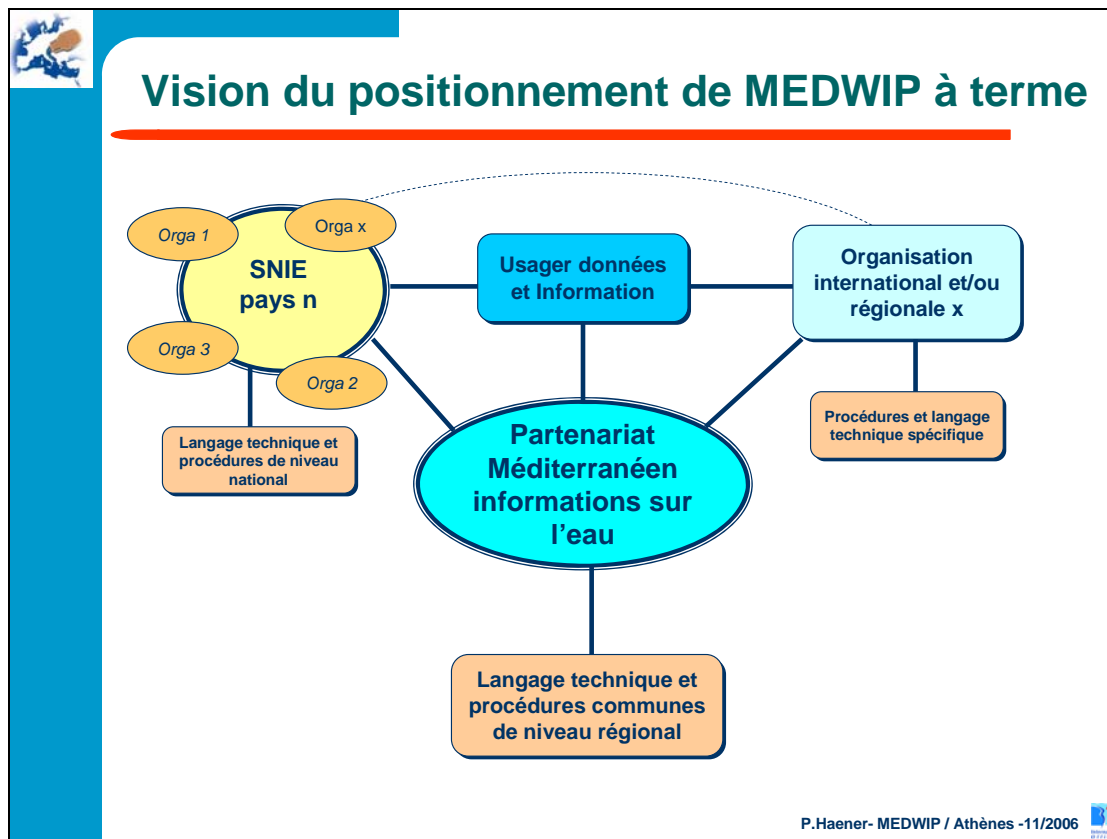


Figure 3 : Vision à moyen terme du positionnement Partenariat Méditerranéen des informations sur l'eau

Recommandation n°2 : Finaliser l'étude de faisabilité (phase 2) en étudiant les conditions de mise en oeuvre du partenariat

Dans un souci de pragmatisme et d'efficacité, il est ici recommandé de prendre en considération, dès la 2^{ème} phase de l'étude de faisabilité du mécanisme, le principe de création du partenariat méditerranéen des informations sur l'eau (PMIE).

Cette 2eme phase pourrait ainsi être structurée autour des quatre composantes principales suivantes :

1. **La consolidation des études de niveau national avec élargissement à de nouveaux pays volontaires**, comprenant :
 - ♦ L'identification des nouveaux pays intéressés ;
 - ♦ Le développement des études d'analyse de l'état des lieux et des besoins auprès des nouveaux pays

- ♦ Un premier inventaire des sources d'information avec éventuellement mise en oeuvre des premiers catalogues de métadonnées ;
- ♦ Un séminaire d'échange d'expérience entre pays sur les activités nationales d'administration des données

2. L'étude des conditions de création d'un cadre de concertation durable entre organismes régionaux et nationaux pour l'administration des données sur l'eau, avec notamment :

- ♦ L'étude d'un avant projet de charte du Partenariat (PMIE) ;
- ♦ L'analyse des synergies potentielles entre le Partenariat et les principaux groupes de travail et organismes régionaux (l'UN-water, UE, PAM, WWC, ...) dans le domaine de l'administration des données sur l'eau;
- ♦ L'identification de thèmes prioritaires à traiter (exemple : Indicateurs alimentation en eau potable et assainissement (MDG), Indicateurs SMDD, données sur l'eau et l'agriculture, données sur les services d'eau et d'assainissement ...) sur lesquels pourraient être testé un premier inventaire et comparatif des sources de données ;
- ♦ L'analyse des possibilités et des priorités d'organisation de groupes de travail régionaux en fonction des besoins (Exemple : groupes référentiels, groupes thématiques, groupe monitoring ...)
- ♦ Le développement de prototypes de démonstration des outils de collaboration (portail web, catalogue de sources de données, « Web mapping »)
- ♦ Un séminaire regroupant des représentants et expert d'organismes régionaux et nationaux afin de présenter les avancées de l'étude et d'échanger sur les conditions d'organisation du PMIE

3. L'identification et la spécification des produits et services qui pourraient résulter du partenariat, notamment pour :

- ♦ **L'appui aux pays :**
 - Initiation des catalogues nationaux de source de données (Système d'Information National ou sous-national, source de données sur l'eau et l'assainissement
 - Développement des indicateurs nationaux et locaux en relation avec l'eau potable et l'assainissement
 -
- ♦ **L'appui aux programmes et initiatives régionales :**
 - Pour le suivi des indicateurs du millenium sur l'eau potable et l'assainissement (indicateurs MDG 7)
 - Pour le suivi de la mise en œuvre des plans nationaux de gestion intégrée (WSSD - 2002)
 - Pour le suivi de la gestion de la demande (MSSD)
 - Pour le développement des actions de WISE / du « Joint-process » / d'un groupe de travail sur le monitoring
 - "Pour le développement des actions du programme "Horizon 2020""
 -



- ♦ **La facilitation des échanges entre niveaux national et régional pour une meilleure valorisation des informations d'intérêt commun,** via l'appui au développement:
 - D'un catalogue régional de sources de données
 - D'un langage commun régional d'échange d'informations (modèles de données, référentiels, formats d'échange)
 - De procédures de production d'échange et de valorisation des données et informations ...
 -

4. **La définition des conditions de fonctionnement efficace du partenariat,** au travers de :

- ♦ L'identification d'un schéma organisationnel de fonctionnement (organisation, structure, relations avec les diverses initiatives régionales et avec les organismes nationaux, ...)
- ♦ L'analyse des moyens humains et matériel nécessaires
- ♦ La proposition d'un premier programme détaillé d'activité sur 2 ans
- ♦ La présentation d'un budget d'investissement et de fonctionnement annuel permettant de réaliser le programme d'activité proposé,
- ♦ L'analyse des possibilités de financement des actions du partenariat

-----0000000-----

